



**N° Consultation : SSCX3010**

---

Etablissement Français du Sang  
20, avenue du Stade de France  
93218 LA PLAINE SAINT DENIS

## **CERTIFICATION POUR MARQUAGE CE, LIBERATION DE LOTS, CERTIFICATION AU REFERENTIEL ISO 13485 POUR REACTIFS EFS**

### **Appel d'offres ouvert**

Article L.2124-2 du code de la commande publique  
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

ANNEXE CCAP : LISTE DES CONNAISSANCES ANTERIEURES

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>6</b>
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
<b>3.1. Mode de passation du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Mode de dévolution du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.3. Forme du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.4. Code CPV – nomenclature achat public</b>	<b>6</b>
<b>3.5. Estimation du marché public</b>	<b>7</b>
<b>3.6. Groupement de commandes</b>	<b>7</b>
<b>3.7. Durée du marché public – délais d'exécution</b>	<b>7</b>
<b>3.8. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>7</b>
3.8.1. Principe	7
3.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.8.3. Défaut de recours à un interprète	7
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>8</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>8</b>
<b>5.1. Développement durable</b>	<b>8</b>
5.1.1. Obligations environnementales	8
5.1.2. Insertion sociale	8
5.1.3. Performance énergétique	8
<b>5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>9</b>
5.2.1. Emission des bons de commande	9
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	9
<b>5.3. Vérification et admission</b>	<b>9</b>
<b>5.4. Utilisation des résultats</b>	<b>9</b>
5.4.1. Identification des résultats	9
5.4.2. Utilisation des résultats	10
5.4.3. Exploitation des résultats créés dans le cadre du marché public non soumis à cession exclusive	10
5.4.4. Connaissances antérieures	10

<b>5.5. Pénalités</b>	<b>10</b>
5.5.1. Pénalités de retard	11
5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution	11
5.5.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	11
<b>6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>11</b>
<b>6.1. Réunions de suivi</b>	<b>11</b>
<b>6.2. Relations entre les parties</b>	<b>11</b>
<b>6.3. Confidentialité</b>	<b>12</b>
6.3.1. Obligations du Titulaire	12
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	13
<b>7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>13</b>
<b>7.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>13</b>
<b>7.2. Clause de réexamen</b>	<b>13</b>
<b>7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>14</b>
<b>7.4. Evolutions administratives</b>	<b>14</b>
<b>7.5. Evolutions technologiques</b>	<b>14</b>
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>15</b>
<b>9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>15</b>
<b>9.1. Caractère et contenu des prix</b>	<b>15</b>
<b>9.2. Forme et évolution des prix</b>	<b>15</b>
<b>9.3. Clause de prix - offre promotionnelle</b>	<b>16</b>
<b>9.4. Avance</b>	<b>16</b>
<b>9.5. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>16</b>
9.5.1. Facturation	16
9.5.2. Dématérialisation des factures	17
9.5.3. Délai global de paiement	17
9.5.4. Suspension du délai global de paiement	17
9.5.5. Intérêts moratoires	17
9.5.6. Nantissement et cession de créance	18
9.5.7. Renseignement d'ordre comptable	18
<b>10. RESPONSABILITE - ASSURANCES</b>	<b>18</b>

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	19
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	19
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	19
11.3. Résiliation pour événements liés au marché	19
11.4. Exécution aux frais et risques	20
12. LITIGES	20
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	20

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Comptables assignataires** : comptables des Etablissements :

- pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Marché public** : Marché à forfait et accord-cadre

**Pouvoir(s) adjudicateur(s)** :

- l'Etablissement Français du Sang (EFS)

**Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA)** :

- pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS, ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation a pour objet la certification selon les référentiels applicables (ISO 13485, directive 98/79/CE et le règlement 2017/746) du système de management de la qualité et des DMDIV fabriqués par l'EFS en vue du marquage CE et la libération de lots.

## 3. DISPOSITIONS GENERALES

### 3.1. Mode de passation du marché public

Le présent marché public est engagé sous la forme de l'appel d'offres ouvert, conformément à l'article L.2124-2 ainsi qu'aux articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

En conséquence, **aucune négociation n'est possible dans le cadre de la présente consultation avec les candidats soumissionnaires, tant sur les aspects financiers que les aspects techniques des offres proposées. Dès lors, les candidats soumissionnaires sont invités à proposer la meilleure offre, tant au plan technique que financier dès dépôt de celle-ci.**

L'interdiction de négocier avec les candidats soumissionnaires n'empêche pas le pouvoir adjudicateur de régulariser les offres, ou demander des demandes de précisions aux candidats soumissionnaires sur le contenu et la teneur de leur offre.

### 3.2. Mode de dévolution du marché public

Le présent marché public n'est pas alloti, par application des dispositions de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, compte tenu du caractère non-divisible des prestations.

### 3.3. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- **Avec seulement un maximum de 1 100 000 euros HT** (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

### 3.4. Code CPV – nomenclature achat public

Le code CPV du présent marché public est le suivant :

Numéro code CPV	Intitulé code CPV
79132000	Service(s) de certification(s)

### 3.5. Estimation du marché public

Les estimations communiquées ci-dessous sont renseignées HT.

Ces estimations sont dépourvues de caractère contractuel et ne lient pas les futurs partenaires contractuels.

Estimation du besoin sur une année	Estimation du besoin sur la durée totale de validité du marché public (3 ans)
270 000 euros HT	810 000 euros HT

### 3.6. Groupement de commandes

Sans objet.

### 3.7. Durée du marché public – délais d'exécution

Le présent marché public prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire pour une durée ferme de 36 mois.

Le présent marché public n'est pas reconductible ni tacitement, ni expressément.

La durée de validité du marché public ne pourra excéder trois (3) ans à compter de sa notification au Titulaire.

Les délais d'exécution des prestations seront renseignés dans le CCTP et/ou sur le(s) bon(s) de commande(s) émis en temps utile.

### 3.8. Langue d'exécution du marché public

#### 3.8.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

#### 3.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire

#### 3.8.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés

comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

#### **4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC**

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement, le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent CCAP et son annexe relative à la liste des connaissances antérieures ;
- Le CCTP et son annexe le contrat-qualité ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire ainsi que le cadre de réponse technique.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

**Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée nulle et non écrite.**

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

#### **5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

##### **5.1. Développement durable**

###### **5.1.1. Obligations environnementales**

Sans objet.

###### **5.1.2. Insertion sociale**

Sans objet.

###### **5.1.3. Performance énergétique**

Sans objet.



## **5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**

### **5.2.1. Emission des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le(s) RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Fournitures concernées ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Fournitures ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date de livraison souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières de livraison des Fournitures.

### **5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande**

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de quatre(s) (4) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

## **5.3. Vérification et admission**

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

## **5.4. Utilisation des résultats**

Le régime applicable aux résultats est celui prévu au chapitre 6 du CCAG FCS.

### **5.4.1. Identification des résultats**

Les résultats dans le cadre du présent marché public sont à minima les suivants :

- Les rapports d'audit
- Les rapports techniques des dossiers évalués et/ou modifiés

- Les rapports de(s) libération(s) de lots.

#### 5.4.2. Utilisation des résultats

- *Droit de distribution, de diffusion et de reproduction*

Le titulaire cède à l'EFS les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats dans le cadre des besoins et finalités du marché dans les conditions prévues à cet effet dans le CCAG-FCS.

Il s'agit du droit de distribuer, de diffuser et de reproduire les résultats en interne.

Cette cession vaut à compter de la mise à disposition des résultats, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur.

- *Confidentialité des résultats*

Les résultats sont confidentiels.

#### 5.4.3. Exploitation des résultats créés dans le cadre du marché public non soumis à cession exclusive

Sans objet.

#### 5.4.4. Connaissances antérieures

Voir annexe au présent CCAP.

- *Connaissances antérieures du Titulaire*

Le Titulaire liste sur l'annexe au CCAP ses éventuelles connaissances antérieures standards et non standards, incorporées aux résultats ou fournies pour répondre au besoin du présent marché public.

A défaut d'identification expresse sur l'annexe au CCAP, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'EFS à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

- *Connaissances antérieures de l'EFS*

Les connaissances antérieures de l'EFS utilisées dans le cadre du présent marché public sont les suivantes :

- Tous les documents techniques mis à disposition par l'EFS.

### 5.5. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder 5 % du montant total hors taxes du marché ou de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### 5.5.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux délais convenus entre le Titulaire et l'EFS pour chaque prestation commandée et ce à compter du premier jour calendaire de retard.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la pénalité suivante sera applicable en cas de retard :

$$P = (V \times R) / 500$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = montant HT du bon de commande ;

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport au délai convenu entre le Titulaire et l'EFS

Les pénalités de retard sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le CCTP du marché public, ou dans le bon de commande correspondant, et ce à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

#### 5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros par manquement constaté.

#### 5.5.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

### 6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

#### 6.1. Réunions de suivi

Le RPA organise annuellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser des réunions supplémentaires en lin avec le suivi d'exécution du présent marché public.

#### 6.2. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Le RPA désigne également un interlocuteur unique du Titulaire.

### 6.3. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

#### 6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

### 6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### 7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;

- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

**Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, il est également prévu la clause de réexamen suivante :**

Indépendamment de toute(s) révision(s) des prix selon les modalités prévues à cet effet à l'article 9.2 du présent CCAP, les parties co-contractantes se réservent la possibilité, en cours d'exécution des prestations, pendant toute la durée de validité du présent marché public et indépendamment de la date d'anniversaire du présent marché public, de renégocier, à la hausse comme à la baisse, les prix initiaux prévus au BPU, à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande du Titulaire, pour les causes alternatives suivantes :

- Augmentation non prévisible par les parties co-contractantes du volume d'activité lié au présent marché public
- Départ éventuel(s) interlocuteur(s) engendrant des potentiels retards dans le rendu des dossiers techniques
- Changement de réglementation impactant plus ou moins largement l'activité et les dossiers techniques.

En cas de hausse des prix, il appartient au Titulaire de fournir au pouvoir adjudicateur tout élément visant à justifier l'augmentation des prix du présent marché public.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réclamer au Titulaire des justificatifs complémentaires ou de refuser de donner suite à la demande du Titulaire si les justificatifs ne sont pas suffisamment étayés ou pertinents.

Les prix révisés selon la présente clause de réexamen font l'objet d'un accord contractuel entre les partenaires contractuels et donneront lieu à la rédaction d'un avenant pour entériner les nouveaux prix revus à la hausse ou à la baisse.

### **7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

### **7.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fourniture considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fourniture dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures



nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ**

### **9.1. Caractère et contenu des prix**

Le marché public comporte des prix unitaires.

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement (AE), en l'occurrence le bordereau des prix unitaires (BPU).

**Les prix comprennent les coûts afférents aux Services, sans exception(s) d'aucune(s) sorte(s).**

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la réalisation des prestations.

### **9.2. Forme et évolution des prix**

Les prix sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché.

La révision des prix peut se faire à la hausse comme à la baisse.

La révision se fera sur la base du barème du Titulaire.

**Le titulaire adresse sa demande expresse de révision de prix, au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du marché public.** La demande doit comporter les éléments suivants :

- Les prix initiaux
- Les prix révisés
- Le pourcentage d'augmentation/réduction représenté par les prix révisés par rapport aux prix initiaux contractuellement acceptés

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur sur les nouveaux prix révisés, entre la réception de la demande de révision de prix et la date d'anniversaire du marché public vaut approbation tacite des prix révisés.

La révision de prix prend effet à la date d'anniversaire du marché public.

**Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 2% maximum.**

**Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier de façon unilatérale le marché public, c'est-à-dire sans l'accord du partenaire contractuel, et sans que ce dernier, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.**

### **9.3. Clause de prix - offre promotionnelle**

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier l'EFS des offres promotionnelles qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle. Ce(s) prix s'appliquent au(x) commande(s) passés pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs à ceux résultant de l'application du présent marché public.

Dans ces hypothèses, **le Titulaire adresse par écrit à l'EFS les offres promotionnelles afin d'assurer une traçabilité de celles-ci dans le cadre du présent marché public.**

### **9.4. Avance**

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

### **9.5. Modalités de facturation et de règlement**

#### **9.5.1. Facturation**

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Fournitures livrées;
- le montant hors TVA des Fournitures;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.



### 9.5.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

### 9.5.3. Délai global de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la réalisation des services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission des services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée, ils donnent lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

### 9.5.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

### 9.5.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration

du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencée à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### **9.5.6. Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### **9.5.7. Renseignement d'ordre comptable**

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- l'Agent Comptable Principale de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins du Siège de l'EFS ;
- le Comptable secondaire de chaque ETS, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est soit le RPA pour les créances qui le concerne.

### **10. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

## **11. RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### **11.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **11.3. Résiliation pour événements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

#### **11.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

#### **12. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

#### **13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>